



CTPC du 2 juin : Parini raconte des histoires... ... mais personne n'y croît !

Ce CTPC convoqué sur le DOS, Chorus et le Service des Retraites de l'Etat a tourné court, qui plus est dans une grande confusion. Entre les passages en force de l'administration sur ses réformes et les engagements toujours non tenus du ministre sur l'emploi, cette journée est à marquer d'une pierre noire sur le calendrier du dialogue dit social.

Le directeur général a bien essayé de nous expliquer l'intérêt de ses réformes et de son DOS, mais personne ne croît à ses histoires !

Ce qu'a dit l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires

En déclaration liminaire, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a abordé les sujets inscrits à l'ordre du jour et surtout ceux qui manquaient !

- Concernant l'adoption du procès-verbal du CTPC « suppressions d'emplois » du 30 novembre, l'Union n'a pas pris part au vote pour deux raisons : la 1^{ère} tient au fait que nous avons boycotté cette réunion, la 2^{ème} étant motivé par le fait que la lettre que nous avons envoyé au ministre au sujet de l'emploi ne figure pas en annexe de ce PV alors que nous l'avions expressément demandé.
- Sur la situation des emplois à la DGFIP, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a rappelé sa revendication d'arrêt des suppressions et a accusé le directeur général d'avoir accéléré le nombre de destructions d'emplois depuis la création de la DGFIP. L'Union a également dénoncé le non respect par le nouveau ministre de son engagement du 14 avril à faire ouvrir des discussions avant l'été sur ce sujet, donc avant les choix budgétaires, entre le directeur général et l'intersyndicale.
- Concernant les groupes de travail, l'Union a déploré l'absence de réunions « métiers », notamment sur l'accueil, le foncier, les CPS et les DLU.
- Sur le DOS, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a déclaré que l'opération de communication a été un succès de mobilisation sur le terrain, tout en faisant remarquer que le directeur général avait plus pêché par orgueil que par avarice ! L'Union a rappelé à P. Parini qu'il n'avait toujours pas répondu aux représentants des agents de Midi-pyrénées, mais il allait le faire dans l'après-midi, nous a-t-il annoncé. Sur le fond, l'Union a regretté l'absence de volonté de la DGFIP de demander au gouvernement un renforcement des missions et des moyens pour ses services, ainsi que l'absence de débat contradictoire et de négociations sur la base de la plate forme revendicative unitaire de mars 2010. Le « bilan noir des 2 ans de la DGFIP », élaboré grâce aux remontées des sections, a été remis en séance. Enfin, L'Union n'a pas souhaité débattre de ce sujet, a condamné les risques d'externalisation de missions, en particulier de l'ex DGCP, et a dénoncé l'absence totale de justice fiscale dans le traitement de la crise, la DGFIP n'ayant manifestement pas de rôle à jouer en la matière !!

Les réponses officielles... en attendant les actes !

Sur l'emploi, le directeur général nous a redit « *qu'une réunion entre le directeur de cabinet du ministre et l'intersyndicale aurait lieu très prochainement* », en précisant néanmoins que « *le contexte a changé depuis avril* », avec les déclarations du 1^{er} ministre sur la rigueur. Sur les missions, les métiers et l'organisation des services, il s'est également prononcé en faveur de discussions, tout en rappelant qu'il avait préféré ces derniers mois se concentrer sur la fusion (SIP, DLU) plutôt que de réformer les autres services ! Nous avons immédiatement réagi en rétorquant qu'il fallait se pencher sur les missions et métiers de certains services sans pour autant que cela débouche sur une nouvelle réforme !

Toujours dans le registre des annonces déjà faites mais sans suites concrètes, le directeur général a rappelé son intention d'engager des discussions sur les indicateurs, même « *s'il ne sera pas facile de changer les méthodes managériales* ». Selon lui, il y aura « *des inflexions lourdes* », tant en matière de conditions de travail (mise en place d'indicateurs qualitatifs) que sur le suivi de l'exercice des missions.

Chorus et le Service des Retraites de l'Etat

Sur ces deux sujets, l'administration avait simplement besoin de les passer en CTPC afin de leur donner un « cadrage politique » ! En effet, lors des groupes de travail Chorus et SRE, (*voir les comptes rendus dans la*

rubrique actualité de snuisudtresor.fr) tout avait déjà été dit par les organisations syndicales et malgré une opposition unanime, aucun changement de cap n'a été possible lors du CTPC. Là aussi, P. Parini s'est employé à raconter de longues histoires sur l'avenir de ces services et des agents, mais sans rien changer aux projets initiaux fortement contestés.

Chorus : Un manque cruel de visibilité, tant pour les agents que pour la mission !

Chorus défraie la chronique tant journalistique qu'institutionnelle. A la lecture des articles et des rapports, l'inquiétude grandit, d'autant plus que Chorus entraîne une dilution des missions entre ordonnateurs et comptables, faisant sauter de fait la séparation qui ne subsistera que de façon théorique dans la logique du contrôle hiérarchisé de la dépense et du développement des partenariats avec les ordonnateurs, et une banalisation des paiements sans contrôles préalables. C'est bien toute l'organisation comptable des deniers publics de l'Etat qui est remise en cause pour lui substituer des structures industrielles réduisant le contenu de cette mission de l'Etat au point de pouvoir demain s'en dispenser...

Les agents ont raison de s'inquiéter de leur avenir et du rôle qu'on veut leur faire jouer. A titre d'exemple, les directions locales, dans le cadre de l'enquête relative aux données d'activités des services déconcentrés en lien avec l'ORE, ont repris celles de l'année 2008 pour le STPGE alors que suite à la bascule sur Chorus au 1.1.09 le parc immobilier a été régionalisé et multiplié par 3 ! D'où une charge de travail énorme en fin d'année, sans pour autant que les moyens adéquats aient été alloués au service. On ne peut être qu'inquiet du sort réservé aux agents, d'autant que cette forme d'organisation industrielle va déqualifier les métiers qui ne seront plus que des tâches interchangeables...

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a exigé des garanties solides pour les agents en matière d'affectations. Le directeur général a affirmé qu'aucun agent ne sera forcé de rejoindre un centre de services partagés ou un service facturier s'il ne le souhaite pas. Toutes les affectations devront donc se faire sur la base du volontariat.

Sous couvert de modernisation de la chaîne financière et comptable, la DGFIP anticipe sur de futurs gains de productivité en supprimant encore et toujours des emplois. Par ailleurs, en supprimant des missions et en créant de nouvelles unités de travail où vont se retrouver des agents de statuts différents, dont ceux de la DGFIP, on s'aperçoit que ce logiciel CHORUS est un véritable cheval de Troie de la RGPP dans nos services, contrairement à toutes les promesses qui nous ont été faites.

Le directeur général, sans remettre en cause la régionalisation, a reconnu que Chorus ne fonctionnait pas bien, que cela était préoccupant, et qu'il allait demander au ministre de plus intervenir puisque la DGFIP ne maîtrise pas tout sur ce sujet. Les solutions comptables sont encore à trouver !

Enfin, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a interpellé le directeur général pour connaître le sentiment de l'administration sur la Loi sur les sociétés publiques locales qui permet aux collectivités locales de s'organiser en sociétés anonymes de droit privé au capital 100% public soumis de fait au code du commerce, donc exonérée des règles et des contrôles de la gestion publique, du code des marchés publics... Là, pas d'histoires à raconter, donc pas de réponses ! Un prochain groupe de travail, très attendu par les syndicats et les agents, devrait avoir lieu avant le 15 juillet, avec toutes les parties prenantes.

SRE, CRP : Faire respecter la garantie de maintien à résidence !

La réforme du service des pensions, visant essentiellement à supprimer 1 service sur 2, à désertifier complètement certaines régions de services de proximité et à créer des plateformes téléphoniques, avait elle aussi fait l'objet de plusieurs groupes de travail et même d'un CTPM. Alors, pourquoi en reparler en CTPC, surtout si aucune inflexion des restructurations n'est possible ?

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a néanmoins saisi l'occasion de redire tout le mal qu'elle pensait de cette évolution néfaste pour le service rendu aux retraités de l'Etat et pour le régime des pensions, et a surtout insisté pour que les garanties de gestion des agents soient renforcées.

C'est ainsi que nous avons obtenu la garantie du maintien à résidence pour tous les agents qui la demanderaient, ainsi que la tenue rapide d'un groupe de travail sur la gestion des agents concernés par la réforme. Les agents pourront même proposer le poste qu'ils voudraient rejoindre.

Avant que ne soit abordé la présentation du DOS, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a déclaré qu'elle quittait la séance et a dénoncé les énormes déficits du dialogue social en amont de ce CTPC.

En effet, les GT Chorus et SRE n'ont pas laissé la place nécessaire au débat contradictoire et le CTPC du 2 juin ne fût qu'un passage obligé et qu'une tribune pour un directeur général confronté à un malaise social considérable qu'il aura bien du mal à soigner si les orientations politiques et administratives ne changent pas radicalement et rapidement.

Le 3 juin 2010